

et aussi il s'agit de permettre la création de sociétés de la Couronne pour faire de la recherche, sauf qu'il arrive des conjonctures économiques qui sont difficiles, et le député l'admettra. Et même à l'époque où le Parti progressiste conservateur était au pouvoir durant neuf mois, il n'était pas question d'abolir toutes ces sociétés-là. Et même durant le congrès à la direction du Parti progressiste conservateur, les candidats qui étaient les plus sérieux ont bien avoué que ces sociétés-là ne seraient pas à vendre ou à fermer. Je pense que c'est affirmer que de Havilland et Canadair n'ont pas les moyens de fonctionner et que le Budget ne prévoit pas cela... Ce n'est pas dire toute la vérité parce que dans le Budget de 1983, le ministre des Finances avait prévu des fonds et, dans le Budget de 1984, celui qui a été présenté par le ministre des Finances actuel, de Havilland et Canadair possèdent les fonds suffisants pour fonctionner. Et si elles avaient besoin de fonds supplémentaires, elles pourraient toujours faire appel au gouvernement ou au Parlement.

[Traduction]

**M. Blenkarn:** Je suis heureux de savoir, monsieur le Président, que, selon le député, elles pourraient demander des fonds au gouvernement, mais il notera que le crédit pour éventualités prévu dans le budget ne s'élève qu'à 800 millions de dollars, étant passé de 1.1 milliard à 800 millions. La somme dépensée cette année pour de Havilland et Canadair seulement atteint 850 millions de dollars—pour ces deux sociétés seulement—et le budget ne prévoit aucun autre crédit pour les dépenses occasionnées sans aucun doute par ces sociétés, toutes les deux ayant, comme le sait le député, une dette consolidée de plus de 1.8 milliard de dollars et elles perdent 20, 30 à 40 millions de dollars par mois.

Le député doit bien comprendre que le budget doit prévoir un crédit en cas d'imprévu, mais cette somme ne s'élève qu'à 800 millions. Comment le député peut-il appuyer un budget qui ne prévoit pas de fonds de prévoyance suffisants, qui ne prévoit pas les sommes qui, il le sait comme moi, devront être déboursées? Que faudrait-il faire selon lui: vendre Canadair, liquider la société, licencier les travailleurs? Est-ce cela que propose le député? Est-ce pour cette raison que le budget ne prévoit aucun crédit pour éventualités pour Canadair et de Havilland?

[Français]

**M. Maltais:** Monsieur le Président, je suis surpris d'entendre les propos du député parce que d'un côté, on dit que le déficit est trop élevé et de l'autre côté on dit qu'il n'y a pas assez d'argent pour aider Canadair ou de Havilland. Alors, là il y a une contradiction qui est flagrante. Le deuxième point, monsieur le Président, c'est qu'actuellement Canadair et de Havilland ont les moyens de fonctionner. Il n'y a pas eu de demandes faites directement au Parlement et si c'était la situation, à ce moment-là, j'inviterais le député de l'Opposition avec évidemment le soutien de son parti à bien vouloir voter des crédits supplémentaires pour ces sociétés. Mais en dehors de cela, je pense, monsieur le Président, pour être tout à fait raisonnable, que le ministre responsable de ces sociétés de la Couronne a quand même demandé, il y a déjà quelques mois, un redressement budgétaire. Il y a même eu des changements au niveau de ces diverses sociétés d'État afin d'assurer une meilleure administration ou de s'assurer qu'on puisse, avec les moyens du bord, essayer de limiter le plus possible les pertes d'argent tout en s'assurant de garder le maximum de personnes

*Le budget—M. Kristiansen*

au travail et aussi, si possible, de permettre aux produits de Canadair et de de Havilland d'être rentables et exportables. Alors, je pense qu'il faut être raisonnable et lorsqu'arrivera le temps de de Havilland je soulignerai au député l'importance de venir voter, peut-être, un budget supplémentaire.

[Traduction]

**M. Lyle S. Kristiansen (Kootenay-Ouest):** Monsieur le Président, avant d'en arriver à mes observations sur le budget aujourd'hui, je voudrais tout d'abord ajouter quelques mots à certains échanges qui se sont déroulés plus tôt au sujet du départ à la retraite de notre premier ministre (M. Trudeau). Bon nombre de députés doivent se souvenir qu'il y a quelque temps, ce dernier a suggéré à certains d'entre nous qui viennent de l'ouest du pays d'escalader nos propres montagnes. Venant de la circonscription de Kootenay-Ouest, où se trouvent certaines des montagnes les plus spectaculaires et certains des paysages montagneux les plus beaux du pays, je l'avais déjà fait. Cependant, depuis qu'il a fait cette remarque, je les ai escaladés à nouveau et ce que j'ai vu du haut de ces montagnes, dans ma circonscription, et ce que l'on peut voir du haut de la plupart des montagnes canadiennes, n'est guère réjouissant en ce qui concerne la situation de l'industrie forestière. C'est de cette question que j'aimerais traiter aujourd'hui.

● (1640)

Lorsqu'on se trouve en haut d'une montagne ou que l'on survole en hélicoptère ou en avion léger, notamment, la plupart des régions du pays qui, à une époque, étaient boisées, on constate que dans bien des cas, les arbres ont été coupés et les terres laissées à l'abandon, au lieu d'être reboisées. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux à travers le pays s'en sont complètement désintéressés, et ce, depuis des générations. C'est une honte nationale, monsieur le Président.

Il est parfois difficile aux citoyens de comprendre que nous faisons face à une pénurie à grande échelle de forêts viables sur le plan commercial au Canada. La plupart de nos gouvernements ont adopté volontairement une politique qui consiste à conserver des ceintures vertes autour des grand-routes et des flancs de colline dénudés, et le grand public ne s'est pas rendu compte de la dévastation permanente qui se produisait. Et nous n'avons pratiquement rien fait pour y remédier.

Dans ma province, quelque 640,000 hectares n'ont pas été suffisamment reboisés. Les gouvernements ne s'en sont pas occupés et ne les ont pas replantés. En outre, il y a d'énormes zones qui n'ont pas été gérées de manière efficace. Nous ne faisons rien pour les éclaircir ou les fertiliser. Un agriculteur serait tout à fait fou de cultiver sa terre de la façon dont nous gérons nos ressources forestières.

Je voudrais simplement passer en revue une brève liste de titres que nous avons pu lire dernièrement dans la presse, parce que certaines personnes au Canada ont commencé à ouvrir les yeux. Certaines personnes dans l'industrie forestière, que ce soit des coupeurs de bois, des ouvriers de scierie, des porteparole ou des sylviculteurs de compagnies forestières, ont commencé à se faire entendre. En effet, le public a commencé à intervenir ouvertement de plus en plus ces dernières années, et les médias et certains hommes politiques semblent enfin s'intéresser à la question. Aucun d'entre nous n'est innocent, en l'occurrence, parce que les revendications prioritaires formulées par divers secteurs du public retiennent souvent plus